



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

POUVOIR ADJUDICATEUR (PA)

**ÉTAT - MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
PRÉFET DE MAYOTTE**

REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR (RPA)

SERVICE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE DE LA POLICE NATIONALE DE MAYOTTE

OBJET DE LA CONSULTATION

**OUTIL DE GMAO ET SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ
DANS LE CADRE DES MISSIONS DES FSI DÉPLOYÉES À MAYOTTE**

PROCÉDURE

APPEL A COMPÉTENCE / DEMANDE D'INFORMATIONS

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES

22 MARS 2024 - 14H00

RÉFÉRENCE PUBLIQUE POUR LA DÉMATÉRIALISATION

SATPN976-RFI-2024-GMAO

Table des matières

-	Article 1 – AVERTISSEMENT.....	3
-	Article 2 – CONTEXTE.....	3
-	Article 3 – Les besoins de la préfecture de Mayotte.....	4
-	Article 4 – Exigences Fonctionnelles.....	4
-	Article 5 – Modalité de mise en œuvre de l’appel à compétence.....	5
-	Article 6 – Question et cadre de réponse.....	6
-	Article 7 – Modalité de correspondance.....	6
-	Article 8 – ACTIONS POTENTIELLEMENT RÉALISÉES À L’ISSUE DE L’APPEL À COMPÉTENCE.....	6
-	Article 9 – Glossaire.....	7
-	Article 10 – ANNEXE 1 – CADRE REPONSE.....	7

Article 1 - AVERTISSEMENT

Le présent appel à compétence, par sa Demande d'Informations (DI) ne constitue ni une consultation, ni un appel d'offres, ni un quelconque engagement de l'État à lancer ultérieurement une opération ou une contractualisation sur l'objet de la présente DI.

À ce stade amont de la réflexion, la réponse des « opérateurs compétents » à cette DI est une démarche volontaire et non discriminante. La présente DI s'adresse aux « opérateurs compétents » de l'Union Européenne .

Réciproquement, les réponses à la DI ne constitueront pas des engagements contractuels ou pré-contractuels de la part de leurs auteurs.

Les « opérateurs compétents » seuls ou en groupement sont informés qu'ils ne peuvent prétendre à aucune indemnité, et/ou rémunération, et/ou remboursement de frais pour les prestations réalisées dans le cadre des travaux qu'ils engageraient pour répondre à cette DI (y compris la remise de leurs réponses, les entretiens éventuels en présentiel ou distanciels qui pourraient s'ensuivre).

Les sociétés souhaitant répondre à la présente DI peuvent le faire, sur tout ou partie du périmètre, même si elles n'apportent pas de réponse à l'intégralité des besoins exprimés.

Article 2 - CONTEXTE

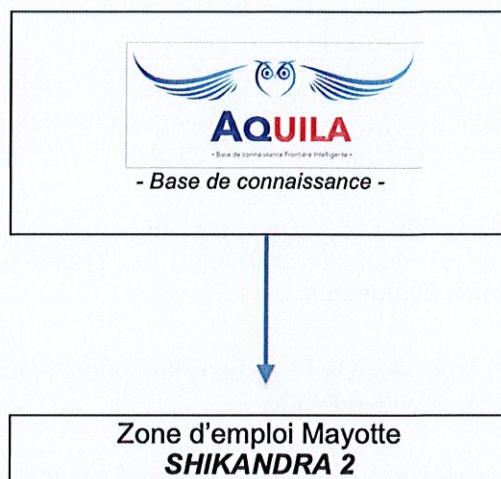
La sécurisation des frontières maritimes est un enjeu majeur pour la protection des territoires insulaires et en particulier celles de Mayotte.

Dans le cadre du programme Frontières Intelligentes du ministère de l'Intérieur, une base de connaissance exhaustive recensant l'ensemble des technologies de sécurité maritime ayant atteint un niveau de maturité maximal (TRL9) est en cours de réalisation. Il s'agit de la base de connaissance AQUILA.

AQUILA vise à regrouper l'arsenal des solutions les plus avancées et éprouvées, s'appuyant sur des innovations technologiques pour renforcer la lutte contre l'immigration clandestine. Régionalisée en fonction des besoins, AQUILA est utilisée pour chaque zone d'emploi au travers d'un projet dédié. La zone d'emploi du présent RFI porte le nom de SHIKANDRA 2 et concerne Mayotte.

L'architecture envisagée pour SHIKANDRA 2 sera le fruit d'une sélection rigoureuse des briques technologiques les plus adaptées, provenant d'une série de RFI (Request for Information) dont le présent RFI dédié à l'outil de GMAO et soutien logistique intégré.

L'approche privilégiée pour SHIKANDRA 2 se fonde sur la recherche de solutions simples, efficaces, intégrables, évolutives et maintenables à moindre coût pour le ministère de l'Intérieur. Cette approche modulaire permettra d'assembler un ensemble cohérent et fonctionnel, combinant diverses technologies sélectionnées pour répondre aux défis spécifiques de la surveillance maritime à Mayotte.



Article 3 - Les besoins de la préfecture de Mayotte

Une réflexion est engagée à titre exploratoire par le ministère de l'Intérieur qui souhaite connaître l'état du marché fournisseur dans l'outil de GMAO et Soutien Logistique Intégré.

Cet outil de gestion numérique permettra une gestion de la maintenance de l'ensemble des systèmes de l'EMOLIC (logiciel et matériel) depuis la base terrestre.

Il permettra en outre, grâce à des tablettes déportées fournies aux opérationnels de permettre aux différentes équipes d'accéder aux manuels, aux documentations techniques, aux procédures de maintenance à réaliser à distance.

Il permettra aussi de capitaliser sur le retour d'expérience opérationnel de l'utilisation des équipements, des défauts identifiés, et de partager ces informations avec les équipes de l'EMOLIC.

Article 4 - Exigences Fonctionnelles

1. GMAO et Gestion de Stock :

- Solution informatique pour la GMAO, permettant de suivre et de gérer la maintenance des équipements.
- Capacité à surveiller de manière précise les stocks de pièces de rechange et consommables, et mise en place d'alertes.
- Suivi des besoins en pièces de rechange pour les équipements de l'EMOLIC.

2. Documentation Technique Intégrée :

- Intégration de l'ensemble des documentations techniques des équipements concernés.
- Accessibilité aux manuels, schémas, instructions de maintenance pour une intervention rapide à bord, à terre, et en opération.

3. Maintenance sur Zone :

- Facilité d'utilisation pour permettre aux opérationnels d'effectuer des tâches de maintenance sur zone.
- Outil ergonomique adapté à une utilisation directe par les équipes sur le terrain.

4. Système Interconnecté :

- Capacité à être interconnecté avec d'autres systèmes de gestion existants au sein de l'EMOLIC.
- Compatibilité avec les plateformes de communication et les infrastructures en place. (Bulle 3G/4G sécurisées ou réseau local DIRISI)
- homologation intradef pour une utilisation à terre ou en mer.

5. Support Technique et Formation :

- Offre de support technique pour l'installation, la formation et la maintenance de l'outil.
- Offre de consolidation et d'intégration des données logistiques (arborescence technique, plan de maintenance, pièces de rechange, retour d'expérience etc....) et de la documentation.
- Proposition de formations et d'accompagnement pour les utilisateurs sur le terrain.

6. Coût et Financement :

- Proposition de coût pour l'acquisition, l'implémentation et la maintenance de l'outil.
- Possibilités de financement ou de partenariat pour cette acquisition.

Article 5 - Modalité de mise en œuvre de l'appel à compétence

Dans le cadre de l'appel à compétence, la présente demande d'information (DI) constitue la première étape de la consultation des fabricants /installateurs / équipementiers de solutions de GMAO afin de sonder la capacité du marché à répondre en tout ou partie des besoins de la préfecture de Mayotte.

Les réponses obtenues permettront d'identifier des solutions techniques (équipements) novatrices et aptes à une utilisation sur le terrain. Les fournisseurs peuvent aussi proposer d'eux-mêmes des fonctionnalités complémentaires, qui pourraient apporter des capacités utiles à l'action LIC.

Cette DI s'adresse aussi bien aux opérateurs leaders sur le marché qu'aux startups, TPE, PME, centre de recherche ou toute autre entité située en France ou au sein de l'Union européenne.

Article 6 - Question et cadre de réponse

Les réponses des opérateurs compétents seront structurées en suivant le cadre en annexe du présent document.

Article 7 - Modalité de correspondance

7.1 Objectif de la demande d'information

La DI est volontairement rédigée de manière à présenter les besoins de la préfecture de Mayotte pour son projet d'un outil de GMAO et de soutien logistique intégré et ne présente qu'une orientation vers des solutions.

L'objectif recherché est de laisser une liberté de réponse sans brider les propositions.

Les « opérateurs compétents » sont invités à apporter un maximum d'éléments pour étayer leur réponse (niveaux de service, incidence sur les prix, contraintes, points d'attention, etc).

7.2. Demande de précisions relatives à la demande d'informations

Les « opérateurs compétents » peuvent demander des précisions, d'ordre administratif ou techniques sur cette DI, qu'ils jugent utiles à l'établissement de leur réponse.

Le cas échéant, la demande de précisions doit être adressée à la préfecture de Mayotte par voie dématérialisée, via la plate-forme des achats de l'État : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La préfecture de Mayotte se réserve la possibilité d'apporter les réponses nécessaires. Ces réponses seront transmises collégialement aux entreprises s'étant inscrites dans cette démarche d'appel à compétence et ce, par voie électronique.

7.3. Remise de la réponse sur PLACE

Les « opérateurs compétents répondants » remettent leur réponse par dépôt sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La préfecture de Mayotte ne souhaite qu'un seul exemplaire électronique de la réponse.

7.4 Demande de précisions sur la teneur des réponses

La préfecture de Mayotte peut demander aux « opérateurs compétents répondants » de préciser la teneur de leur réponse. Ces demandes sont adressées aux « opérateurs compétents » via la PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et les éléments de réponses sont également transmis par cette plateforme. Ils peuvent aussi demander des précisions à la préfecture de Mayotte par voie dématérialisée, via les adresses courriels suivantes

Thibaut.mylander@mayote.pref.gouv.fr

Carol.furgal@interieur.gouv.fr

Franck.junca@interieur.gouv.fr

7.5. Envoi des réponses

L'« opérateur compétent répondant » fournira une réponse unique, transverse et raisonnée sur l'ensemble de la problématique présentée dans la présente Demande d'Information (DI).

La réponse à la DI peut être une réponse groupée, à laquelle participent plusieurs opérateurs compétents, selon des modalités librement définies par les membres du groupement.

Les sociétés souhaitant répondre à la présente Demande d'Information, peuvent le faire, sur tout ou partie du périmètre, même si elles n'apportent pas de réponse à l'intégralité des besoins évoqués précédemment. La réponse est impérativement en français. Les réponses des « opérateurs compétents » devront être remises au plus tard le 22 mars 2024 à 14h00 selon les modalités prévues dans le présent document, avec des fichiers compatibles avec les logiciels de bureautique Microsoft Office, Libre office ou au format « PDF ».

7.6. Organisation d'entretiens individuels avec les « opérateurs compétents répondants »

A l'issue de la réception des réponses aux demandes d'informations, l'administration se réserve la possibilité de contacter les « opérateurs compétents répondants » afin de réaliser un entretien avec eux sous la forme d'une audioconférence (il vous sera communiqué le numéro de téléphone (numéro non surtaxé) et le code d'accès associé par courriel d'invitation ou par question directement posée sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Article 8 - ACTIONS POTENTIELLEMENT RÉALISÉES À L'ISSUE DE L'APPEL À COMPÉTENCE

La campagne d'évaluation qui pourraient éventuellement être menée à l'issue de l'appel à compétence auprès de certains « opérateurs compétents répondants » ne constitue en aucune façon un engagement de l'État à acquérir ultérieurement la ou les solution(s) présentées(s) à cette occasion.

Toute acquisition future sera menée dans le respect des règles de concurrence, conformément aux procédures prévues par la réglementation en matière de marchés publics.

Article 9 - Glossaire

GMAO : Gestion de la maintenance assistée par ordinateur

Article 10 - ANNEXE 1 – CADRE REPONSE

Les réponses des opérateurs compétents seront structurées en suivant scrupuleusement le format proposé ci-dessous :

1. Information sur l'opérateur compétent :

1. Informations générales – Identification de l'opérateur

- Raison sociale	-				
- Date de création de la société	-				
- Domiciliation de la société	-				
- Adresse postale	-				
- Pays	-				
- Numéro RCS ou équivalent	-				
- Nom du contact pour cette DI	-				
- Téléphone portable	-				
- Téléphone fixe	-				
- Adresse mail du contact	-				
- Êtes-vous favorable à un entretien individuel dans l'éventualité où l'administration souhaiterait l'organiser avec votre société	<table><tr><td>- OUI</td><td>- NON</td></tr><tr><td>-</td><td>-</td></tr></table>	- OUI	- NON	-	-
- OUI	- NON				
-	-				

• Si le siège de votre société n'est pas domicilié en France :

- Avez-vous des filiales en France ?

• Où sont situés vos sites de production et plus particulièrement ceux en lien avec votre activité liée avec l'objet du présent appel à compétence ?

• Veuillez **présenter succinctement l'organigramme de votre entreprise** ci-dessous ou joindre un document dans votre réponse à cet effet :

L'opérateur compétent doit décrire son organisation interne, ses domaines de compétence et donner une indication sur les moyens humains consacrés aux opérations ou programmes en relation avec l'objet de la présente DI (R&D, production...).

2. Informations générales – Informations financières

Nom des actionnaires principaux	Part du capital
-	-
-	-
-	-
-	-

Années	Chiffre d'Affaires (dont relatif à l'objet de la présente DI)	Effectifs moyens (dont relatifs à l'objet de la présente DI)
2022	-	-
2021	-	-
2020	-	-

3. Informations spécifiques

- Quelle est l'ancienneté sur ce type de prestations et moyens humains affectés ?
- Positionnement par rapport à la concurrence : points forts, valeur ajoutée par rapport à vos concurrents ?
- Principaux clients sur ce type de prestations ?
- Projection de vos prestations dans les 5 années à venir ?

Remarque : dans le cas d'une réponse conjointe de plusieurs opérateurs compétents, les éléments demandés dans cette section sont à fournir pour chacun des opérateurs impliqués dans le groupement.

2. Information sur la solution technique de l'opérateur compétent :

2.1. Performance du système

Performances du système		
QUESTIONS	RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
C1 Pouvez-vous décrire l'architecture fonctionnelle de votre système ?		
C2 Pouvez-vous décrire son architecture physique ?		
C3 Pouvez-vous décrire son architecture matérielle ? (défaut : 8 intercepteurs + 2 vedettes, EMOLIC, Base Navale, GD)		
C4 Combien de rôles opérateurs avez-vous identifiés et lesquels pour		

	quelle activité ?		
C6	Votre système est-il compatible de l'utilisation d'un écran tactile?		
C7	Votre système dispose-t-il d'une fonction de sauvegarde et de restauration ?		
C8	Votre système dispose-t-il d'une fonction d'alerte mail?		
C9	Votre système est-il centralisé, et si oui, comment se passe à la mise à jour des postes mobiles		
C10	Votre système permet-il de programmer des règles pour lancer des alertes ?		
C11	Quelles sont les capacités d'archivage de documents ?		
C12	Votre système dispose-t-il d'une gestion de rôle ?		
C13	Votre système peut-il fonctionner en cloud sécurisé privé ? proposez-vous une solution avec vos partenaires?		
C14	Est-il homologué DIRISI ?		

2.2 Installation / Intégration du dispositif

Installation / Intégration du dispositif			
QUESTIONS		RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
D1	Quel déploiement fonctionnel faut-il envisager ? rôle d'administration / rôle opérateur simple ? Retex ?		
D2	Vos techniciens et spécialistes communiquent-ils en langue française ?		

2.3 Équipements informatiques et de communication

Équipements informatiques et de communication			
QUESTIONS		RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
E1	Quel est le matériel nécessaire au pilotage du dispositif (PC, tablette, smartphone) ?		

E2	Sous quel OS fonctionne votre dispositif ?		
E3	L'interface logicielle est-elle une application propriétaire ? Une application web ?		
E4	Quelle est l'architecture nécessaire à la gestion de votre dispositif et à la consultation des vidéos (retex par exemple ou videovidéo d'assistance virtuelle virtuelle) ?		
E5	Votre dispositif est-il lié à une licence d'utilisation ? Sur quelle périodicité ?		
E6	Quelle est la capacité de stockage local du ou des disques durs du dispositif ? Autre ?		
E7	Le moyen de stockage est-il sécurisé ? Extractible ? Non extractible ? Autre ?		
E8	Le dispositif est-il capable de communiquer en Wi-Fi, Bluetooth, réseau opéré ?		
E9	Peut-on utiliser la tablette opérateur pour enregistrer des vidéos dans l'outil ?		
E10	La mise à jour des moyens non centralisés peut-elle se faire off line ?		
E11	Dans quel(s) pays sont hébergés vos serveurs de stockage ? Qui est l'hébergeur ?		
E12	La documentation et les interfaces logicielles sont-elles toutes en langue française ?		

2.4. Format des fichiers générés

Format des fichiers générés			
QUESTIONS		RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
F1	Sous quels formats sont enregistrés et lus les documents de la base, les vidéos ou enregistrements sonores (retex) ?		
F2	Quel est le format de compression des vidéos (H264 / H265 / autre) ?		
F3	Les vidéos sont-elles lisibles avec un lecteur non propriétaire, de type VLC ?		
F4	Quel est le niveau de sécurisation des fichiers		

	(Sécurisé ? Chiffré ? Crypté)		
F5	Quel est le protocole de chiffrement des fichiers (AES 128 / AES 256 / autre) ?		

2.5. Identification / gestion des rôles

Identification / Gestion des rôles			
QUESTIONS		RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
G 1	Quel est le moyen d'identification des utilisateurs sur le dispositif ? Carte agent ? Autre ?		
G 2	Les différents rôles et droits liés aux rôles peuvent-ils être définis dans l'application ?		
G 3	Les logs de toute action sont-ils enregistrés ? Le délai de conservation est-il paramétrable ?		

2.6. Formation

Formation			
QUESTIONS		RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
I1	Votre société assure-t-elle la formation des utilisateurs, en français ? En présentiel ? En distanciel ?		
I2	Proposez-vous plusieurs types de formation (exploitation, administration, réparation, montage...) ?		

2.7. Évolutivité

Évolutivité			
QUESTIONS		RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
J1	Comment gérez-vous l'obsolescence des OS et du matériel ?		
J2	Votre système bénéficie-t-il des évolutions liées à vos autres contrats ?		

2.8. Maintenance

Maintenance			
QUESTIONS		RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
K1	Quelles sont les récurrences et durées des maintenances ?		
K2	Quelle est la méthode de mise à jour des systèmes de votre dispositif ?		
K3	Comment est prévue la prise en charge des opérations de maintenance pour un matériel mobile ?		
K4	Quel est le délai moyen d'intervention dans le cadre de la garantie ?		
K5	Existe-t-il une « hotline » ? Sur quelle plage (jours/heures) ?		
K6	Quelle est la durée de garantie de votre dispositif ?		
K7	En cas d'indisponibilité du dispositif ou de l'un des périphériques notamment pour maintenance, mettez-vous à disposition un dispositif de substitution ?		
K8	Pendant combien d'années garantisseriez-vous le maintien en condition opérationnelle de votre dispositif pour la partie logicielle et la partie matérielle ?		

2.9 Impact financier

Impact financier : définir les différents impacts financiers des questions posées ci-dessus, notamment			
QUESTIONS		RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
L1	Quel est le coût estimé du dispositif complet que vous proposez ? plusieurs versions sont envisageables ?		
L2	Quel est le coût estimé d'une démonstration in situ de plusieurs mois ?		
L3	Quel est le coût estimé d'une version de l'application mobile ?		
L5	Quel est le coût d'une journée de formation ? Pour combien de		

	personnes ?		
L6	Quels sont les frais de licence de votre dispositif ? Quelle durée ?		

2.10 Autres informations éventuelles (forme libre)

L'opérateur compétent peut fournir toute information complémentaire et pertinente en regard de la présente DI.

Si le dispositif proposé par votre société présente des aspects non abordés par les précédentes questions, vous pouvez les détailler :	
M 1	- - - -

A DZAOUDZI, le 21/02/2024

Pour le Préfet, et par délégation
Le sous-préfet, chargé de la Lutte contre l'Immigration Clandestine

FREDERIC SAUTRON

